

# Une proposition de fusion de communes bruxelloises à nouveau rembarée

## LE RÉSUMÉ

Christophe Magdalijns, bourgmestre f.f. d'Auderghem, propose de fusionner sa commune avec sa voisine Watermael-Boitsfort. Mais cette dernière, dirigée par Ecolo, rejette la proposition.

**La question de la fusion des communes est délicate.** Elle nécessite que des élus lâchent leur baronnie. Et elle a une dimension communautaire indubitable.

## ANAÏS SORÉE

Christophe Magdalijns (DéFI), bourgmestre faisant fonction d'Auderghem, a lancé un pavé dans la marre en plaidant dans La Libre pour une fusion entre sa commune et sa voisine Watermael-Boitsfort. Le mayor d'à côté, Olivier Deleuze (Ecolo), a pris connaissance de cette ambition par voie de presse. Il n'y est pas favorable: «Les habitants de la verte localité du sud de Bruxelles entendent conserver leur havre de paix», fait-il valoir.

Cela peut sembler un peu léger comme contre-argument. Arnaud Pinxteren, député bruxellois, explique la position des Verts sur la question de la fusion des communes: «Il ne faut pas voir ce sujet par

le petit bout de la lorgnette, c'est-à-dire par la fusion entre Auderghem et Boitsfort. L'enjeu va bien au-delà. Ecolo est d'avis qu'il faut renforcer la coopération intercommunale. Mais doit-on pour cela se lancer dans une nouvelle répar-

tion territoriale? Le vrai débat, c'est comment améliorer la coopération entre les communes et entre les communes et la Région.»

Le cdH ne s'avance pas trop non plus. «Nous pensons que les plus à mêmes de pouvoir répondre à cette question sont les citoyens eux-mêmes: et plutôt que de voir des géo-stratèges municipalistes décider sur cartes du quotidien futur des habitants, nous proposons que l'on demande directement à ceux-ci ce qu'ils en pensent réellement. Par une consultation populaire, par exemple», réagit Benoît Cerexhe, chef de file cdH, dans un communiqué.

Le PS, lui, est formellement opposé à toute fusion des communes. «Fusionner revient d'abord à donner raison à ceux qui ont toujours nié le fait que Bruxelles soit une Région à part entière. Ensuite, le fait de créer de grosses communes ne va qu'éloigner encore plus le citoyen du pouvoir qu'il considère comme le plus proche», estime Ridouane Chahid, député socialiste.

Contrairement au PS, le MR ne rejette pas d'emblée la proposition pour autant qu'elle soit sur base volontaire. «Ce qui ne semble pas être le cas ici. La démarche de DéFI est donc étrange. Pourquoi lancer cette idée, un an avant les élections, sans même avoir l'accord de la mariée?» s'étonne Vincent De Wolf, chef de groupe MR.

Christophe Magdalijns s'en explique: «Je sais que le sujet de la fusion des communes est délicat. Je voulais

faire un tour de piste avant que les listes électorales et les programmes soient constitués. Je sais aussi qu'on ne passe pas de rien à tout. Donc, j'espère que cela permettra d'aboutir à des partenariats successifs», dit-il. Pour pousser sa logique jusqu'au bout, serait-il

prêt à laisser sa place mayorale à Olivier Deleuze? «On parle d'une fusion à l'horizon 2024 ou 2030, je ne suis pas sûr qu'il sera encore là ou même que je serai encore là mais dans l'absolu, je serai prêt à ne pas être bourgmestre pour que le projet réussisse, dans le respect des équilibres politiques, évidemment.»

## Aspect communautaire

C'est bien le nœud du problème de la fusion des communes. Quel bourgmestre est prêt à se saborder? Un autre aspect du problème est d'ordre communautaire. «L'idée d'une fusion des communes est défendue depuis longtemps par les partis flamands qui en appellent à l'édification d'une Ville-Région. Pourquoi? Parce que les partis flamands ont plus de poids à la Région où le gouvernement est paritaire et où il faut une majorité dans chaque groupe linguistique pour voter la confiance que dans les communes où le seul avantage est une prime à la nomination d'un échevin néerlandophone», explique le politologue de l'ULB, Pascal Delwit. Ces deux aspects bloquent les discussions depuis 40 ans. «Aujourd'hui, les incertitudes électorales de 2018 et 2019 n'aident pas la réflexion. Il faudra voir ce qu'il se passera après. Mais le débat fait son chemin petit à petit. À minima, une refonte des compétences de la Région et des communes a plus de chance de voir le jour», analyse-t-il.

**«À minima, une refonte des compétences des communes et de la Région a plus de chance de voir le jour.»**

PASCAL DELWIT  
POLITOLOGUE (ULB)